

I.R.E.C

INSTITUT DE REVISION ET D'EXPERTISE COMPTABLE

SOCIETE DE COMMISSARIAT AUX COMPTES, MEMBRE DE LA COMPAGNIE REGIONALE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES DE PARIS

9 bis rue Dupleix – 75015 PARIS

Mail : contact@ltc-irec.com

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2023

**Association pour la Formation et l'Information
des conseillers Prud'hommes - A.F.I.P**

141 avenue du Maine

75680 PARIS CEDEX 14

I.R.E.C**INSTITUT DE REVISION ET D'EXPERTISE COMPTABLE**SOCIETE DE COMMISSARIAT AUX COMPTES, MEMBRE DE LA COMPAGNIE REGIONALE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES DE PARIS

9 bis rue Dupleix – 75015 PARIS

Mail : contact@ltc-irec.com**Association pour la Formation et l'Information
des conseillers Prud'hommes - A.F.I.P****141 avenue du Maine****75680 PARIS CEDEX 14****RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS****EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2023**

A l'assemblée générale de l'association Association pour la Formation et l'Information des conseillers Prud'hommes - A.F.I.P,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association Association pour la Formation et l'Information des conseillers Prud'hommes – A.F.I.P, relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion***Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilité du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaires aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 et R. 823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de Trésorerie du trésorier et dans les documents adressés aux membres de l'association sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le trésorier.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.


Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

PARIS, le 18 avril 2024

Le commissaire aux comptes,
Pour l'I.R.E.C



Guy de LA TOUR d'ARTAISE

AFIP 2023

Bilan

| ACTIF | Exercice N | | | Exercice N-1 | PASSIF | Exercice N | Exercice N-1 |
|---------------------------------|---------------------|------------------------------|---------------------|-------------------|---|---------------------|--------------------|
| | Brut | Amortissements et provisions | Net | Net | | | |
| ACTIF IMMOBILISE | | | | | CAPITAUX PROPRES | | |
| Immobilisations incorporelles | | | | | Réserves | | |
| Immobilisations corporelles | | | | | Report à nouveau | - 4 279,76 | 36 854,52 |
| Immobilisations financières | | | | | Résultat de l'exercice | 3 170,48 | - 41 134,28 |
| Total I | ,00 | ,00 | ,00 | ,00 | Provisions réglementées | | |
| | | | | | Total I | - 1 109,28 | - 4 279,76 |
| ACTIF CIRCULANT | | | | | PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES | | |
| Créances diverses | ,00 | | ,00 | 437,10 | Provisions pour risques-charges | | |
| Valeurs mobilières de placement | | | | | Total II | ,00 | ,00 |
| Disponibilités | 143 444,36 | | 143 444,36 | 67 820,33 | | | |
| Charges constatées d'avance | ,00 | | ,00 | ,00 | DETTES | | |
| Total II | 143 444,36 | ,00 | 143 444,36 | 68 257,43 | Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés | 337 581,61 | 254 509,34 |
| Produits à recevoir | 2 931 599,44 | | 2 931 599,44 | 201 225,75 | Charges à payer | 43 571,47 | 19 253,60 |
| Total III | 2 931 599,44 | | 2 931 599,44 | 201 225,75 | Produits constatés d'avance | 2 695 000,00 | ,00 |
| | | | | | TOTAL III | 3 076 153,08 | 273 762,94 |
| TOTAL GENERAL (I+II+III) | 3 075 043,80 | ,00 | 3 075 043,80 | 269 483,18 | TOTAL GENERAL (I+II+III) | 3 075 043,80 | 269 483,18 |

AFIP 2023

COMPTE DE RESULTAT

| CHARGES | Exercice N | Exercice (N-1) | PRODUITS | Exercice N | Exercice (N-1) |
|-------------------------------|--------------|----------------|-------------------------------|--------------|----------------|
| Charges d'exploitation (I) | 1 043 177,96 | 738 974,02 | Produits d'exploitation (I) | 1 043 060,94 | 697 223,50 |
| Charges financières (II) | ,00 | ,00 | Produits financiers (II) | 3 287,50 | 656,24 |
| Charges exceptionnelles (III) | ,00 | 40,00 | Produits exceptionnels (III) | ,00 | ,00 |
| Total des charges (I+II+III) | 1 043 177,96 | 739 014,02 | Total des produits (I+II+III) | 1 046 348,44 | 697 879,74 |
| Solde créditeur = excédent | 3 170,48 | ,00 | Solde débiteur = perte | ,00 | 41 134,28 |
| TOTAL GENERAL | 1 046 348,44 | 739 014,02 | TOTAL GENERAL | 1 046 348,44 | 739 014,02 |
| | | | | | |

ANNEXE DES COMPTES ANNUELS

AFIP

Exercice du 01/01/2023 au 31/12/2023

- 1) Règles et méthodes comptables
- 2) Notes sur le bilan actif
- 3) Notes sur le bilan passif
- 4) Produits et charges

| | | | |
|---------------|-------------|---------------------|---------|
| Total bilan : | 3 075 044 € | Résultat : excédent | 3 170 € |
|---------------|-------------|---------------------|---------|

1) Règles et méthodes comptables

Les conventions comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- ↳ Continuité de l'exploitation ;
- ↳ Permanence des méthodes comptables ;
- ↳ Indépendance des exercices ;

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Les comptes annuels ont été établis conformément aux règlements ANC n°2014-03 et ANC n°2018-06 du 5 décembre 2018 modifié par le Règlement ANC n°2020-08 du CRC relatif aux modalités d'établissement des associations et fondations.

Aucun changement dans les méthodes d'évaluation et dans les méthodes de présentation n'a été apporté.

Les principales méthodes sont :

- Immobilisations
 - Néant

.../...

- Créances et dettes
 - Les créances et dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale
- Disponibilités
 - Les disponibilités ont été évaluées pour leur valeur nominale
- Cotisations
 - Elles proviennent des membres de l'association
- Contributions publiques de financement
 - Il s'agit de l'application de la convention quadriennale entre l'association et le Ministère du Travail dans le cadre de la formation des Conseillers prud'hommes éventuellement reconduite par année
- Provisions pour risques et charges
 - Néant
- Affectation du résultat
 - L'affectation se fait au compte de report à nouveau

2) Notes sur le bilan actif

↳ Actif immobilisé : non applicable

↳ Actif circulant :

- Disponibilités : 143 444.36 €
- Produits à recevoir : 2 931 599.44 €

3) Note sur le bilan passif

↳ Fonds propres et réserves : constitués des résultats antérieurs et de l'année considérée

.../...

↳ Dettes fournisseurs

Montant brut = 337 581.61 €

dont à moins d'un an = 337 581.61 €

↳ Charges à payer incluses dans les postes du bilan :

- Fournisseurs, frais = 3 044.31 €
- Formations = 40 527.16 €

4) Produits et charges

Autres produits et charges du bilan :

| <u>Produits à recevoir</u> | <u>31/12/N</u> | <u>31/12/N-1</u> |
|-----------------------------------|-----------------------|-------------------------|
| 468700 – Ministère du travail | 2 931 599.44 € | 201 197.75 € |
| 468700 - Autres | 00,00 € | 28 € |
| <u>Charges C. d'avance</u> | néant | néant |

| <u>Charges à payer</u> | <u>31/12/N</u> | <u>31/12/N-1</u> |
|------------------------------------|-----------------------|-------------------------|
| 468 600 – IREC | 3 000.00 € | 2 800 € |
| 468 600 – Sessions diverses | 40 527.16 € | 16 264.92 € |
| 468 600 – Autres | 44.31 € | 188.68 € |
| <u>Produits C. d'avance</u> | <u>31/12/N</u> | <u>31/12/N-1</u> |
| 487000 – Ministère du travail | 2 695 000.00 € | néant |